

## **Points saillants de la Réunion internationale de Maurice sur les petits États insulaires en développement (13 janvier)**

*« Nous sommes tous les habitants de la grande île qu'est la Terre »  
- Kofi Annan*

### **Le Secrétaire-général de l'ONU propose un système d'alerte mondial qui ne se confine pas aux seuls tsunamis**

Prenant la parole à l'ouverture du segment de haut niveau de la Réunion internationale sur les petits États insulaires en développement, aujourd'hui 13 janvier à Maurice, le Secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, a évoqué sa récente visite sur les lieux les plus touchés par le tsunami du 26 décembre. « Ce que j'ai vu n'est qu'une toute petite parcelle de ce qui s'est produit. (...) Une fois de plus, nous avons été forcés de nous incliner devant le pouvoir qu'a la nature de transformer en un instant la vie des êtres humains et la face de la terre », a-t-il ajouté.

Il a aussi déclaré ce qui suit: « Cette tragédie nous a une fois de plus montré combien la prévention et l'alerte rapide sont importantes. A la réunion qui s'est tenue la semaine dernière à Djakarta, la mise en place d'un système régional d'alerte rapide pour l'Océan indien et l'Asie du Sud-Est a été préconisée. Nous devons aller plus loin. Ce qu'il nous faut mettre en place, c'est un système d'alerte mondial, non seulement pour les tsunamis mais pour tous les autres phénomènes dangereux, par exemple, les ondes de tempête et les cyclones. Aucune partie du monde ne doit être laissée pour compte. »

« Nous sommes tous les habitants de la grande île qu'est la Terre », a aussi affirmé M. Annan. « Riches et pauvres, faibles et forts, citoyens de grandes puissances ou de minuscules atolls, nous sommes tous reliés par des fils qui tissent une toile d'occasions à saisir et de dangers à combattre. Nous aurions déjà dû le savoir, mais il a fallu un tsunami pour nous le faire comprendre. La question est à présent de savoir si nous agissons à long terme, pas uniquement dans les petits États insulaires mais aussi partout ailleurs, avec cet esprit d'unité qui nous anime aujourd'hui », a-t-il conclu.

*« Nous n'avons pas droit à l'erreur - les générations à venir ne nous le pardonneraient pas » -*

*Paul Raymond Bérenger, Premier ministre de Maurice,*

Pour sa part, le Président de la République de Maurice et Président de la Réunion internationale de Maurice, M. Paul Raymond Bérenger, a déclaré : « Nous, Chefs d'Etat et de Gouvernement, ministres et chefs de délégations, ici présents, tenons en vérité entre nos mains, en ce jour et demain, l'avenir même des petits Etats insulaires en développement. Qu'il me soit permis de le répéter, nous n'avons pas droit à l'erreur, et les générations à venir ne nous le pardonneraient pas si nous laissions s'échapper un succès tant mérité qui est à notre portée en ce moment historique ».

### **Accord unanime sur le contenu de la Stratégie de Maurice**

On peut prévoir que le document principal résultant de la Réunion de Maurice sera adopté à l'unanimité. À 6h ce matin (jeudi), après une nuit entière de négociation, un sous-groupe est parvenu à un accord sur le dernier point en litige du projet de Stratégie, soit la question des changements climatiques. Plus tard aujourd'hui (jeudi), le Comité plénier de la Réunion internationale de Maurice a approuvé des textes de compromis sur des sujets tels que les changements climatiques, le commerce et le transport maritime des matières radioactives.

Le nouveau libellé signale que les petits Etats insulaires en développement, ou PEID, « estiment qu'ils pâtissent déjà gravement des répercussions des changements climatiques », et que « l'adaptation aux répercussions desdits changements et de l'élévation du niveau de la mer demeure une priorité de haut niveau » pour les PEID. Le document propose aussi de « promouvoir une utilisation plus rationnelle de l'énergie et le développement de l'utilisation des énergies renouvelables en priorité ainsi que des techniques modernes et moins polluantes d'exploitation des combustibles fossiles. »

Sur les questions commerciales, le projet de Stratégie, qui sera officiellement adopté par la conférence demain (vendredi), reconnaît que « la plupart des petits Etats insulaires en développement, du fait de leur petite taille, de leurs faiblesses structurelles et de leurs vulnérabilités, éprouvent certaines difficultés à s'intégrer à l'économie mondiale ». Le document reconnaît aussi « qu'il importe d'intensifier les efforts tendant à favoriser une participation pleine et effective » des petits Etats insulaires en développement PEID « aux délibérations et au processus de prise de décisions de l'OMC » (Organisation mondiale du commerce).

Sur un autre point, le projet de Stratégie énonce ce qui suit: « La communauté internationale note que les petits États insulaires en développement et certains autres États souhaitent qu'il soit mis fin, à terme, au transport de matières radioactives dans les régions où se trouvent ces États, et reconnaît la liberté de navigation conformément au droit international ».